

Séance n° 2017_2

Le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye s'est réuni le huit mars deux mille dix-sept, à vingt heures trente, en séance ordinaire, avec l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR :

Urbanisme

- 1 - Station d'épuration : diagnostic des eaux parasites

Finances

- 2 - Location du centre de soins : désordres et proposition nouvelle grille tarifaire
3 - AMO toiture école élémentaire
4 - Devis toiture école maternelle
5 - Adhésion à un groupement de commande pour la passation de marché de fournitures d'électricité
6 - Facturation des prestations régisseur et ménage à la salle Vox
7 - Festival du court métrage « Premiers courts en Blayais »
8 - Participation aux frais de scolarité classe ULIS/ Mairie de Cézac
9 - Convention avec la MFR de l'Entre Deux Mers

Personnel

- 10 - Audit au secrétariat

Communauté de Communes de BLAYE

- 11 - Proposition de location d'un appartement à l'office de tourisme de Blaye
12 - Adhésion à l'organisation des TAP proposée par la CCB – gratuité pour les familles
13 - Adhésion à Gironde Numérique
14 - CCB : désignation d'un délégué à la CLECT
15 - CCB : désignation d'un délégué à la commission d'accessibilité
16 - Opposition au transfert de compétences PLUI

Questions diverses

Présents : (15) Mme Murielle PICQ (Maire), M. Daniel DEBET (1^{er} Adjoint), Mme Stéphanie BAUDE (2^{ème} Adjoint), M. Bernard GRIMEE (3^{ème} Adjoint), Mme Michèle BILLIER (4^{ème} Adjoint), Mmes Odette ANCELOT, Marie-Claude BELLUE, Valérie CHAMBOUNAUD, Irène FIORAZZO, Géraldine VIRUMBRALES, Mrs Thomas BERLINGER, Bruno CADUSSEAU, Jean-Marie MACEIRA, Emmanuel MOULIN, Francis VITRAS.

Absents excusés : (4) Madame BERLEMONT Valérie (pouvoir à Madame BELLUE Marie-Claude), Messieurs BERNY François (pouvoir à Madame VIRUMBRALES Géraldine), GOUDONNET Eric (pouvoir à Monsieur DEBET Daniel), RAYMOND David (pouvoir à Monsieur MOULIN Emmanuel)

Madame Géraldine VIRUMBRALES est désignée secrétaire de séance.

Le Compte-rendu de la dernière séance du 18 janvier 2017 a été transmis par mail à chaque conseiller le 2 mars 2017. Madame le Maire demande aux membres présents s'il y a lieu de relever des observations sur celui-ci. M. MOULIN demande où a été rajouté le texte lu avec ses remarques. Madame PICQ lui précise qu'il est bien rattaché en fin du dernier compte rendu.

Le compte rendu, soumis au vote, est donc approuvé par l'ensemble des élus.

Madame le Maire indique que le point 2 de l'ordre du jour « location du centre de soins : désordres et proposition nouvelle grille tarifaire » ne sera pas évoqué lors de ce conseil, des éléments nouveaux étant intervenus.

Délibération n° 20170308-01 – Station d'épuration- choix de l'assistant maître d'ouvrage dans le cadre d'une gestion des ouvrages publics liée à la station d'épuration et aux canalisations du réseau d'eaux usées de la Commune de Saint-Christoly de Blaye

Discussion : Monsieur MOULIN s'inquiète du coût des études ; il indique n'avoir pas encore vu le budget 2017.

Madame PICQ précise que la délibération concerne le budget assainissement. Elle rappelle que la Loi sur l'Eau nous oblige à établir un dossier : c'est une obligation légale ; aucun des travaux à effectuer n'a à ce jour été engagés et si la Commune ne peut les financer, nous nous rapprocherons alors de la Police de l'Eau.

Monsieur MOULIN voudrait savoir d'où viennent les raccordements qui font déborder la station. Il ne conteste pas le bien-fondé de la démarche mais il aurait souhaité se positionner après le vote du budget.

Thomas BERLINGER indique que le bureau d'études a besoin des résultats, et que ceux en notre possession datant de 2008, il est nécessaire de les mettre à jour.

La secrétaire ajoute que nous sommes un Service Public et que nous devons respecter la Loi
Monsieur MOULIN rétorque qu'il faut prioriser.

Madame Picq explique que nous sommes en non-conformité depuis 2011 et que seuls certains points seront à affiner, l'étude ne sera pas refaite dans la totalité.

Madame BAUDE indique que le débat ne porte pas sur les travaux.

Délibération

Madame le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal que par délibération du 16 novembre 2016, le choix du Cabinet d'étude pour la confection du Dossier Loi sur l'Eau attendu par la Police de l'Eau dans le cadre du procès-verbal dressé en juillet 2015 s'est porté sur AQUALIS. L'élaboration de ce dossier nécessite de s'appuyer sur le diagnostic du réseau, celui en notre possession datant de 2008, il est nécessaire d'actualiser les données et de le compléter.

Madame le Maire propose que M. Gréaud - Entreprise GRE'EAU, notre prestataire pour le suivi de notre fermier, assure l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation du diagnostic des eaux parasites du réseau d'assainissement de la Commune de Saint-Christoly de Blaye.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye

- DECIDE de confier à Monsieur GREAUD - Entreprise GRE'EAU l'assistance maîtrise d'ouvrage pour la réalisation du diagnostic des eaux parasites du réseau d'assainissement de la Commune de Saint-Christoly de Blaye, pour un coût HT de 3 000.00 €.

- **PRECISE** que les crédits nécessaires seront ouverts au compte 622, rémunérations d'intermédiaires et honoraires.

Votes

Pour : 16 Contre : 1 (Mme ANCELOT) Abstention : 2 Mrs MOULIN et RAYMOND)

Délibération n° 20170308-02 – Toiture école élémentaire – recours à une assistance à Maîtrise d'ouvrage

Discussion : Monsieur MOULIN est totalement opposé au recours à une AMO. Si personne n'est capable de le faire parmi les élus, il propose de la faire gratuitement.

Monsieur BERLINGER dit n'être pas en total désaccord avec Monsieur MOULIN

Monsieur Bruno CADUSSEAU le ferait sans AMO chez lui mais là c'est de l'argent public donc il est plus réservé.

Madame BELLUE indique que l'on parle de la toiture depuis 3 ans et que c'est la première fois qu'on évoque la nécessité d'une AMO.

Madame PICQ précise que le montage nécessite des éléments techniques que nous ne maîtrisons pas ; la CCB nous a aussi conseillé de faire appel à une AMO

Monsieur MACEIRA suggère de demander des conseils à Monsieur BOUCAUD

Mme PICQ rappelle qu'il s'agit d'une toiture en ardoise et que peu d'entreprises locales sont compétentes et, dans le cadre d'un marché, il est difficile d'obtenir une aide d'une entreprise qui n'a pas de certitude d'être retenue.

Madame BELLUE s'inquiète : elle pense qu'à la fin du mandat, les travaux ne seront toujours pas faits

Délibération

Madame le Maire propose de recourir à une Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour assurer le lancement de l'appel d'offre et le suivi du chantier de la toiture de l'école élémentaire.

En effet, ce recours se justifie par le besoin de compétences spécifiques pour la bonne réalisation de ce projet et le souci de respecter les exigences fortes, notamment en termes d'environnement et de réglementation.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye

- **REFUSE** de déclencher une consultation en vue de choisir une Assistance à Maître d'Ouvrage pour assurer le lancement de l'appel d'offre et le suivi du chantier de la toiture de l'école élémentaire

Votes

Pour : 8

Contre : 9 (Mmes ANCELOT, BELLUE, BERLEMONT, CHAMBOUNAUD – Mrs BERLINGER, MACEIRA, MOULIN, RAYMOND, VITRAS)

Abstention : 2 (Mme FIORAZZO, M. CADUSSEAU)

Délibération n° 20170308-03 – – Toiture école maternelle –choix de l'entreprise

Discussion :

Monsieur MOULIN demande où doivent se faire les travaux

Monsieur DEBET indique : côté sirène, et la zinguerie

Monsieur MOULIN demande que l'on fasse également appel à une AMO pour ces travaux

Madame BAUDE précise que ce n'est pas nécessaire et que le budget engagé n'est pas le même

Délibération

Madame le Maire présente aux membres du Conseil les devis portant sur la réfection de la toiture de l'école maternelle.

Après analyse de la valeur technique et du prix, il est décidé de confier les travaux de réfection de la toiture de l'école maternelle à l'Entreprise BOUCAUD pour un montant de HT 13 301.36 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye

- APPROUVE le choix de l'Entreprise BOUCAUD et autorise Madame le Maire à signer les devis avec l'entreprise retenue.

Votes

Pour : 19 Contre : 00 Abstention : 00

Délibération n° 20170308-04 – ADHESION A UN GROUPEMENT DE COMMANDE POUR « L'ACHAT D'ÉNERGIES, DE TRAVAUX/FOURNITURES/SERVICES EN MATIÈRE D'EFFICACITÉ ET D'EXPLOITATION ÉNERGÉTIQUE »

Vu la directive européenne n°2009/72/CE du 13 juillet 2009 concernant les règles communes pour le marché intérieur d'électricité,

Vu la directive européenne n°2009/73/CE du 13 juillet 2009 concernant les règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel,

Vu le code de l'énergie,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23/07/2015 relative aux marchés publics, notamment son article 28,

Considérant que la Commune de Saint-Christoly de Blaye fait déjà partie du groupement de commandes régional créé en 2013 par les Syndicats Départementaux d'Energies de l'ancienne région Aquitaine pour ses besoins en matière d'achat d'énergies,

Considérant que l'élargissement du périmètre régional découlant de la création de la Nouvelle Aquitaine et la modification du droit régissant la commande publique nécessitent d'adapter l'acte constitutif initial du groupement de commandes en convention constitutive pour l'achat d'énergies, de travaux, de fournitures et de services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique,

Considérant que le SDEEG (Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde) demeure le coordonnateur du groupement,

Considérant que le groupement est toujours constitué pour une durée illimitée,

Considérant que la mutualisation permet d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence et incidemment d'obtenir des meilleurs prix,

Considérant que ce groupement présente toujours un intérêt pour la Commune de Saint-Christoly de Blaye au regard de ses besoins propres et qu'il sera ainsi passé des marchés ou des accords-cadres par le Groupement,

Sur proposition de Madame le Maire et, après avoir entendu son exposé, le Conseil Municipal décide, après en avoir délibéré à l'unanimité des membres et représentants :

- De confirmer l'adhésion de la Commune de Saint-Christoly de Blaye au groupement de commandes pour « l'achat d'énergies, de travaux/fournitures/services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique » pour une durée illimitée,
- d'autoriser Madame le Maire à signer la nouvelle convention constitutive du groupement joint en annexe et à prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération,
- d'autoriser Madame le Maire à faire acte de candidature aux marchés d'énergies (électricité, gaz naturel, fioul, propane, bois...) proposés par le groupement suivant les besoins de la Commune de Saint-Christoly de Blaye,
- d'autoriser le coordonnateur et le Syndicat d'énergies dont il dépend, à solliciter, autant que de besoin, auprès des gestionnaires de réseaux et des fournisseurs d'énergies, l'ensemble des informations relatives à différents points de livraison,
- D'approuver la participation financière aux frais de fonctionnement du groupement et, notamment pour les marchés d'énergies, sa répercussion sur le ou les titulaire(s) des marchés conformément aux modalités de calcul de l'article 9 de la convention constitutive.
- de s'engager à exécuter, avec la ou les entreprises retenue(s), les marchés, accords-cadres ou marchés subséquents dont la Commune de Saint-Christoly de Blaye est partie prenante
- de s'engager à régler les sommes dues au titre des marchés, accords-cadres et marchés subséquents dont la Commune de Saint-Christoly de Blaye est partie prenante et à les inscrire préalablement au budget

Votes

Pour : 19 Contre : 00 Abstention : 00

Délibération n° 20170308-05 – Location salle VOX – facturation de la mise à disposition du Régisseur et application d'un forfait ménage

Discussion :

Monsieur MOULIN demande combien de temps il faut pour nettoyer la salle

Madame BAUDE répond 3 à 4 heures, sachant que la salle est nettoyée 2 fois par semaine

Monsieur MACEIRA demande si nous ne pouvons pas augmenter le coût horaire du régisseur (qui est de 17€/h) pour avoir un bénéfice.

Madame BELLUE ajoute qu'avec les charges, le prix demandé paraît peu élevé

Madame BAUDE précise que le régisseur est payé au Smic. Le coût horaire est d'un peu plus de 16€, et nous avons arrondi à 17€ ; de plus nous facturons au théâtre Epicé 17€/h

Monsieur BERLINGER trouve que le tarif convient s'il couvre les frais et que ce n'est pas une obligation de faire du bénéfice.

Madame PICQ pense que la mise à disposition de notre régisseur ne se fera que rarement ; par contre les demandes pour le ménage devraient être plus fréquentes, notamment par les entreprises pour leurs réunions.

Madame BAUDE signale que les conventions de location stipulent que la salle doit être rendue propre. La facturation du ménage serait un plus dans le cas d'une demande spécifique pour quelqu'un qui ne voudrait pas faire du tout de ménage.

Madame ANCELOT demande quand le ménage est fait à fond

Madame BAUDE répond pendant les vacances avec passage de l'aspirateur sur les sièges etc.

Monsieur BERLINGER indique qu'il se rend à la salle régulièrement et qu'elle est propre. Après chaque utilisation, il suffit de regarder que rien ne traîne dans la salle de spectacles et nettoyer le foyer, ce qui prend peu de temps.

Madame BAUDE rappelle que ce n'est aucunement une prestation que l'on propose. C'est juste pour répondre à une demande

Madame BELLUE demande si le Théâtre Epicé paye quelque chose.

Madame BAUDE répond que ce tarif a été mis en place lorsque la MFR est venue travailler avec le Théâtre Epicé qui fait payer sa prestation à l'école.

Madame PICQ signale que l'on ne peut pas appliquer ce tarif aux autres utilisateurs s'il n'y a pas de délibération.

Monsieur MOULIN demande de porter le coût ménage à 70€.

Madame PICQ rappelle que cette délibération a été présentée en Commission, et qu'en fonction de la demande, la tarification pourra être revue.

Délibération

Madame le Maire rappelle aux membres du Conseil la délibération prise le 22 juin 2016, dans le cadre du partenariat entre l'Association Théâtre Epicé et ses partenaires, mettant en place une tarification pour :

- Mise à disposition de notre Régisseur fixée à 17 € de l'heure (base du coût salarial de l'agent)
- Facturation forfaitaire du ménage lorsque les utilisateurs ne peuvent le réaliser eux-mêmes de 50 €.

Madame le Maire propose d'étendre cette tarification à l'ensemble des utilisateurs de la Salle Vox s'ils venaient à vouloir ces prestations.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye DECIDE

- 1er point : Mise à disposition du Régisseur
 - Tarification des services rendus à 17 € l'heure
 - Toute heure commencée sera impérativement due intégralement
 - 2ème point : Forfait Ménage
 - Application du Forfait ménage de 50 €
- ▲ D'inscrire ces dispositions et leurs conditions dans la convention d'occupation de la salle VOX
- ▲ De donner délégation de pouvoir et de signature à Madame le Maire pour toute démarche liée à cette affaire.

Votes

Pour : 19 Contre : 00 Abstention : 00

Délibération n° 20170308-06 – Association SIMAPROD –Convention reversement

Discussion : Madame PICQ informe les conseillers que lorsque l'on a créé la billetterie, on a fixé tous les tarifs alors que l'Association SIMAPROD aurait pu gérer ses entrées.
Si nous renouvelons le Festival de court métrage l'an prochain, on actera différemment pour plus de facilité.

Délibération

Madame le Maire rappelle aux Membres du Conseil que la Commune encaissera les entrées lors du festival de court métrage « Premiers courts en Blayais » organisé par l'Association SIMAPROD, le 1^{er} avril 2017, conformément à notre délibération.

Madame le Maire propose au Conseil de l'autoriser à signer une convention entre la Commune et l'Association SIMAPROD avec l'engagement de la Commune de reverser à SIMAPROD, comme convenu :

- 8.00 € par entrée sur les 10.00 € (coût du billet d'entrée)

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye

- ▲ DECIDE de donner délégation de pouvoir et de signature à Madame le Maire de la convention actant le reversement de la Commune à l'Association SIMAPROD de 8.00 € sur les 10.00 € encaissés lors du festival « premiers courts en Blayais » qui se tiendra le 1^{er} avril 2017.

Votes

Pour : 19 Contre : 00 Abstention : 00

Délibération n° 20170308-07 – Commune de CEZAC – Prise en charge par la Commune des frais de scolarité des enfants scolarisés hors du territoire de la Commune.

Discussion :

Madame CHAMBOUNAUD demande pourquoi l'élève est à CEZAC

Madame BILLIER répond qu'au moment de l'inscription, il n'y avait plus de place

Madame FIORAZZO trouve étrange et abusif que Cézac nous fasse payer, nous ne le faisons pas.

Madame BELLUE propose que l'on fasse un échange

Madame BILLIER précise que ce n'est pas nous qui prenons la décision d'affectation des élèves

Madame PICQ ajoute que les enfants scolarisés en classe ULIS le sont jusqu'à leur départ en 6^{ème} ou autre. Ce sont déjà des enfants en difficulté et on ne peut pas les changer plusieurs fois.

Madame BILLIER précise que c'est un taxi payé par la CPAM qui les amène à leurs écoles

Monsieur MOULIN demande que nous répondions à Cézac que de notre côté, nous ne facturons pas, et que nous ne voulons pas payer, sinon nous devons faire payer ceux des autres communes qui viennent dans notre classe ULIS.

Madame PICQ propose de ne payer que les frais de scolarité qui s'élèvent à 45€

Madame FIORAZZO s'interroge : que va-t-il se passer si nous refusons de payer ?

Madame PICQ indique que si nous refusons, le Préfet peut nous saisir

Monsieur MACEIRA suggère que l'on demande à Cézac de retirer leur requête

Délibération

Madame le Maire fait part aux Conseillers du courrier de la Commune de CEZAC nous demandant de participer aux charges supportées par leur collectivité pour l'accueil en classe ULIS d'un enfant résidant sur notre territoire.

Madame le Maire propose la prise en charge par notre Commune des seuls frais de scolarité qui s'élève à 45.00 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye

- ✧ REFUSE de prendre en charge les charges supportées par la Commune de CEZAC pour l'accueil en classe ULIS d'un enfant résidant sur notre Commune

Votes

Pour : 3

Contre : 11 (Mmes ANCELOT, BELLUE, BERLEMONT, CHAMBOUNAUD, FIORAZZO.)
MM. BERLINGER, CADUSSEAU, MACEIRA, MOULIN, RAYMOND, VITRAS)

Abstention : 5 (Mmes BAUDE, VIRUMBRALES - MM. BERNY, DEBET, GOUDONNET)

Délibération n° 20170308-08 – MFR de l'Entre Deux Mers – Renouvellement de la convention

Discussion :

Madame BELLUE demande ce que signifie 300€ « maximum » par intervention

Madame PICQ explique que cela dépend du nombre d'intervenants et du temps qu'ils passent.

Elle rappelle qu'en 2016, ils sont venus deux fois pour un coût global de 450€ et surtout, ils n'interviennent qu'à notre demande.

Délibération

Madame le Maire fait part de la satisfaction du service rendu par la MFR de l'Entre Deux Mers dans le cadre de la convention signée l'année dernière qui arrive à échéance le 15 avril 2017.

Madame le Maire propose la reconduction de ladite convention qui vise la plantation et/ou l'entretien de végétaux sur le territoire de la Commune de Saint-Christoly de Blaye.

Cette convention fixe l'attribution d'une participation visant à couvrir l'ensemble des frais engagés ainsi que le travail réalisé par les élèves. Cette participation s'élève à 300.00 € maximum par intervention (cette participation pouvant être réduite selon le travail réalisé après accord des deux parties).

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye

- ✧ APPROUVE les termes de la convention
- ✧ AUTORISE Madame le Maire à signer ladite convention

Votes Pour : 19 Contre : 00 Abstention : 00

Délibération n° 20170308-09 – Secrétariat de Mairie– demande d'audit

Discussion :

Madame CHAMBOUNAUD demande combien de jours sont prévus pour l'audit et combien de repas

Madame PICQ précise pour Néogis : 15 heures soit environ 3 jours et MHR Conseil : 4 jours

Monsieur MOULIN rappelle qu'il a écrit un mail à tous les conseillers et demande leur avis sur ses propos

Madame PICQ lui rétorque que l'audit a été évoqué en commission, aussi pourquoi ne pas l'avoir dit

Monsieur MOULIN estime qu'à la lecture de la délibération, la solution est amenée : voir combien il faut de personnel en plus au secrétariat ; alors qu'il nous faut voir le fonctionnement dans sa globalité voir notamment avec le chef des cantonniers, pour voir l'interaction avec les différents services.

Madame CHAMBOUNAUD indique qu'elle aussi était demandeuse de l'audit au secrétariat pour connaître les besoins réels de la Commune pour le secrétariat puisqu'on était sur la problématique de l'embauche d'un poste ou bien d'un demi-poste

Madame FIORAZZO pense que nos secrétaires sont capables de s'exprimer et de trouver avec nous ce qu'il convient de faire au niveau du secrétariat.

Madame PICQ précise qu'elle n'a aucun doute sur les compétences des secrétaires et qu'elle n'est elle-même pas demandeuse de cet audit. Dans le respect de la démocratie, cette proposition qui a nécessité des recherches car peu d'organismes peuvent auditer une collectivité, répond à une demande des élus à qui elle laisse le choix.

Monsieur MOULIN ne pense pas qu'elles soient en mesure d'être entendues

Madame CHAMBOUNAUD signifie : je ne juge pas, je constate les faits : problématique quand les gens sont en souffrance. Un avis extérieur pour voir ce qui est prioritaire. Comment peuvent-elles être productives ? Quelle est la demande de la hiérarchie ? Suffisamment de personnes ou pas ?

Monsieur MACEIRA ne comprend pas ce besoin d'audit, en effet, nous avons déjà délibéré pour la création d'un poste, et la commission compétente a déjà donné son avis aussi et les moyens financiers sont là. On n'a pas à revenir sur la question.

Monsieur MOULIN insiste : si des élus qui ne sont pas formés pensent faire mieux que des professionnels, qu'ils gèrent.

Madame FIORAZZO pose la question : en fait il manque des secrétaires ?

Monsieur DEBET suppose que si on a un responsable « valable », tout ira mieux et l'audit s'avèrera inutile.

Madame CHAMBOUNAUD ajoute qu'un audit n'est pas forcément un contrôle, c'est un outil pour aider à « aller mieux »

Monsieur BERLINGER demande quelles sont les différences entre les deux prestataires ?

Madame PICQ précise que celui à 3000€ est plus étoffé, le dossier est aussi mieux rédigé. L'AMG nous a renvoyé récemment vers 2 organismes qui pourraient être consultés.

Délibération

Pour faire suite à la demande de plusieurs élus, Madame le Maire informe qu'il n'existe pas de service gratuit au Centre de Gestion, elle a donc demandé des devis pour réaliser un audit au secrétariat afin de déterminer avec précision les besoins supplémentaires en personnel afin d'assurer la bonne marche de l'administration municipale.

- Devis 1 : NEOGIS : TTC 1 800.00 € + 70.00 € x 3 frais transport et repas
- Devis 2 : MHR CONSEIL : TTC 3 000.00 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye

▲ REFUSE la réalisation de l'audit au secrétariat de Mairie

Votes

Pour : 4

Contre : 5 (Mmes BELLUE, BERLEMONT, FIORAZZO - MM. CADUSSEAU, MACEIRA)

Abstention : 10 (Mmes BAUDE, BILLIER, PICQ, VIRUMBRALES - MM. BERLINGER, BERNY, DEBET, GOUDONNET, GRIMEE, VITRAS)

Délibération n° 20170308-10 – location logement ODT

Discussion :

Monsieur MOULIN demande combien va coûter de meubler le logement ?

Madame PICQ lui répond que l'on n'a pas encore évalué le coût

Madame ANCELOT pense que pour le peu de temps, cela n'en vaut pas la peine

Madame BAUDE précise que pour dépanner, par le passé, il a été loué à 150€/mois

Madame PICQ rappelle que se situant dans le bâtiment de l'école, nous ne pouvons pas le louer en temps scolaire

Monsieur MACEIRA suggère qu'on le laisse gratuit, en dépannage, mais non meublé.

Madame PICQ informe qu'il s'agit d'argent public dont on parle puisque la location sera prise en charge par l'OT. La charge risque d'être plus élevée si l'OT loue chez un particulier. Peut-être peut-on faire appel à des dons pour le meubler ? Ou faire payer uniquement les charges ?

Monsieur DEBET doute qu'un logement non meublé les intéresse. On peut toujours leur demander.

Monsieur MOULIN réplique que l'on ne va pas faire travailler les secrétaires pour faire les conventions, les assurances ... alors qu'elles sont débordées

Délibération

Madame le Maire fait part aux élus de la demande de l'Office de Tourisme de Blaye d'un logement pour les deux maîtres-nageurs affectés à la surveillance de la baignade cet été au lac du Moulin Blanc.

Madame le Maire propose de louer à l'Office du Tourisme le logement libre situé au deuxième étage de l'école élémentaire. Elle indique qu'il sera nécessaire de le meubler et de fixer le montant du loyer que l'Office du Tourisme prendra en charge.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye

- ▲ DECIDE, compte tenu du coût, de ne pas mettre à disposition le logement sis au deuxième étage de l'école élémentaire à l'Office de Tourisme de Blaye

Votes

Pour : 19 Contre : 00 Abstention : 00

~~~~~

## **Délibération n° 20170308-11 – Adhésion à l'organisation des TAP proposée par la CCB**

### Discussion :

Madame PICQ précise que si nous adhérons, nous pouvons encore faire payer les familles pendant 2 ans, mais ensuite la gratuité sera instaurée de fait au changement du PEDT

Monsieur MOULIN s'interroge : combien cela coûte et comment on équilibre le budget ?

Madame PICQ rappelle qu'une réunion avec le Trésorier était prévue avant ce conseil, mais faute d'être prêt, il ne viendra que le mardi 14 mars pour parler du budget communal

Monsieur MACEIRA avertit que des groupes de 18, c'est trop par rapport à la population que l'on en a ZEP

Madame BILLIER indique que la simulation a été faite sur 120 élèves – au maximum

Madame PICQ informe que les Communes qui pratiquent la gratuité ont presque 100 % de fréquentation

Madame BELLUE note que notamment la coordinatrice a été oubliée, il faut donc partir sur 12000€ ; qu'il n'y a pas de pause entre les TAP et les cours ; par ailleurs avec le changement des horaires de sortie de l'école élémentaire, les élèves des 2 écoles ne vont pas sortir en même temps ; c'est grave et cela n'a pas été évoqué.

Madame PICQ reconnaît que nous n'y avons pensé qu'après la commission. C'est aussi le rôle des membres des commissions de participer et souligner des oublis. Un problème peut avoir une solution.

Madame BILLIER va voir avec Madame BARRIERE, et nous en reparlerons.

Madame BAUDE rappelle que là on doit se prononcer sur l'adhésion et non sur l'organisation des TAP

Monsieur MACEIRA regrette que nous ne gardions pas le même système et s'interroge sur l'obligation d'un passage à la gratuité après 2 ans.

Madame BILLIER remarque que les intervenants vont certainement partir vers la CCB et, par ailleurs, l'organisation des TAP exige un gros travail au secrétariat assistée de Mesdames BELLUE et BILLIER

Madame BELLUE note que si on veut que les TAP soient gratuits, cela coûtera à la Commune 12000€

Monsieur MOULIN suggère qu'on garde notre système actuel pendant un an puisque nous sommes excédentaires et après on voit pour aller à la CCB. On « digère » le passage à Blaye et on voit comment cela évolue.

Madame FIORAZZO insiste : on peut approuver et poursuivre la facturation pendant 2 ans

Madame PICQ indique que la dérogation a été accordée par le bureau de la CCB pour nous. Les autres communes ne font pas payer.

Monsieur MACEIRA insiste : pourquoi dans 2 ans la facturation sera-t-elle interdite ?

Madame PICQ rappelle que nous sommes sur une période transitoire où trois PEDT coexistent. Dans deux ans l'idée est d'élaborer un PEDT commun à toutes les communes membres de la CCB comme c'était le cas dans son ancien périmètre où il instaurait la gratuité. Cela sera rediscuté.

Madame BILLIER informe que dans le secteur, seuls Saint-Girons et nous facturons, et que Saint-Girons passe à la gratuité

Madame CHAMBOUNAUD confie que le fait de faire payer induit une participation plus importante des enfants et plus d'implication des familles.

Elle déplore l'absence de pause méridienne (13h30-14h30), les enfants sont fatigués. Elle regrette qu'une proposition construite de la LNG, présentée au Conseil, ait été repoussée (seulement 4 communes l'ont acceptée et fonctionnent ensemble)

Madame FIORAZZO demande quel bénéfice apporte cette adhésion

Madame PICQ répond que la CCB s'engage à remplacer les intervenants en cas d'absence, à assurer la coordination et la formation des intervenants. Nous recevrons juste les conventions à signer et les factures à régler. Madame PICQ rappelle la baisse de nos effectifs, les TAP payant peuvent être un frein et la gratuité évitera la concurrence entre les écoles.

Madame ANCELOT assure que la présentation de l'organisation des TAP par la CCB lui a plu mais que cela a un coût.

Madame BELLUE s'interroge : les parents sont-ils informés ?

Madame PICQ dit que cela sera abordé lors du prochain conseil d'école et ajoute que certains parents ont enlevé leurs enfants des TAP parce qu'ils n'étaient pas satisfaits.

Madame BELLUE rappelle que dans le système proposé, les enfants n'ont pas de pause.

### Délibération

Madame le Maire fait suite à la présentation à la Commission des écoles du 26 janvier 2017 par le technicien de la CCB de l'organisation des TAP que propose la Communauté de Communes de Blaye et à la présentation des conditions financières à l'ensemble des élus le 20 février.

Les objectifs de la CCB pour l'organisation des TAP visent :

- L'harmonisation de l'application de la réforme des rythmes scolaires afin de garantir un accès égal aux enfants de toutes les Communes et ainsi contribuer à la réussite de tous.
- Optimiser les ressources du territoire pour mettre en œuvre un Projet Educatif de Territoire de qualité.
- Mettre en place et gérer les emplois du temps complémentaires afin de pouvoir proposer aux intervenants un nombre d'heures suffisamment intéressant pour les fidéliser.
- La formation et la mise à disposition d'outil pour le Personnel

Compte tenu des avantages que présente cette organisation, Madame le Maire propose aux élus d'adhérer à l'organisation des TAP proposée par la CCB

Par ailleurs, Madame le Maire demande aux élus de se prononcer sur la gratuité pour les familles.

## ADHESION A LA CCB

### Votes

Pour : 8

Contre : 2 (Mmes ANCELOT, CHAMBOUNAUD - du fait des horaires de 13h30 à 14h30)

Abstention : 9 (Mmes BELLUE, BERLEMONT, FIORAZZO - Mrs BERLINGER, CADUSSEAU, MACEIRA, MOULIN, RAYMOND, VITRAS)

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye

- ✧ APPROUVE l'adhésion de la Commune à l'organisation des TAP proposée par la CCB.

### GRATUITE

### Votes

Pour : 9

Contre : 6 (Mmes BAUDE - FIORAZZO - Mrs. BERNY, MACEIRA, MOULIN, RAYMOND)

Abstention : 4 (Mme BELLUE - Mrs. BERLINGER, CADUSSEAU, VITRAS)

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye

- ✧ DECIDE de se prononcer sur la gratuité de ce service aux familles, dès la rentrée 2017.
- ✧ AUTORISE Madame le Maire à effectuer toutes les démarches administratives qui seront requises et à signer l'ensemble des actes administratifs et contractuels nécessaires à l'exécution de cette délibération.

\_\_\_\_\_

## **Délibération n° 20170308-12 – Convention d'adhésion aux services numériques mutualisés de GIRONDE Numérique**

### Délibération

La CCB adhère à Gironde Numérique.

Compte tenu des avantages que présente cette organisation :

- Sécurisation et qualité de gestion des données publiques  
Sauvegarde externalisée – surveillance ...
- Plateforme de services :  
Télétransmission, signature électronique, espace numérique de travail, gestion électronique des congés et des délibérations, transfert de fichiers...

Et afin de bénéficier des prestations proposées, Madame le Maire propose aux élus d'adhérer aux services numériques mutualisés de Gironde Numérique.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye

- ✧ APPROUVE l'adhésion de la Commune aux services numériques mutualisés de Gironde
- ✧ DECIDE de donner délégation de signature à Madame le Maire de la convention actant l'adhésion de la Commune de Saint-Christoly de Blaye avec la CCB aux services numériques mutualisés de Gironde.

Votes Pour : 19 Contre : 00 Absention : 00

**Délibération n° 20170308-13 – CLECT (Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées) – Nomination des délégués**

Discussion :

Monsieur MOULIN propose de faire un binôme

Madame PICQ lui rétorque qu'il ne peut y avoir 2 titulaires mais seulement 1 titulaire et son suppléant

Elle rappelle que Madame BAUDE siégeait à LNG. Elle ajoute à l'encontre de Monsieur Moulin que parfois il n'est pas présent, et que sur cette commission, une absence n'est pas envisageable ; « tu rôles toujours de n'être pas associé, et quand on sollicite ta présence, tu ne viens pas ». Madame le Maire précise que cette commission existe depuis la création des CDC, et qu'elle ne se réunit pas tous les ans.

La prochaine réunion aura lieu le 15 mars 2017 et vous serez informés de ses conclusions.

Monsieur MOULIN demande un compte rendu de chaque réunion.

Monsieur MACEIRA s'enquiert de savoir si Monsieur MOULIN peut se présenter.

Madame PICQ lui répond que oui, et demande si l'on souhaite un vote à bulletin secret.

Madame ANCELOT le sollicite.

Délibération

Considérant l'intégration de la Commune de Saint-Christoly de Blaye à la Communauté de Communes de Blaye (CCB), il convient de procéder à la désignation de deux représentants (1 titulaire et 1 suppléant) de la commune au sein de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) par les communes à la CCB.

La CLECT a pour mission d'évaluer le montant total des charges financières transférées et leur mode de financement.

L'organisation et la composition de la CLECT sont précisées de manière succincte par le législateur (article 1609 nonies C du Code Général des Impôts - & IV). Pour autant, chaque Commune membre doit obligatoirement disposer d'un représentant au sein de la CLECT. La loi ne précise pas le mode de scrutin.

**Le Conseil Municipal,**

VU les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les dispositions de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts,

VU la délibération prise lors de sa séance du 11 janvier 2017 de la Communauté de Communes procédant à la création de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) et fixant le nombre de représentants de chaque commune au sein de la CLECT à 1 titulaire et 1 suppléant par commune,

Il est proposé au Conseil Municipal d'élire un représentant titulaire et son suppléant.

Sont candidats pour le poste de Titulaire : Mme BAUDE et M. MOULIN

Madame ANCELOT demande le vote à bulletin secret

Du vote ressort :

Vote blanc : 1  
Pour Madame BAUDE : 10 voix  
Pour Monsieur MOULIN : 8 voix

**Madame Stéphanie BAUDE est élue déléguée titulaire au sein de la CLECT DE LA CCB**

Sont candidats pour le poste de Suppléant : Mme PICQ et M. MOULIN

Madame PICQ précise que le vote se fait aussi à bulletin secret

Du vote ressort :

Pour Madame PICQ : 9 voix  
Pour Monsieur MOULIN : 10 voix

**Monsieur Emmanuel MOULIN est élu délégué suppléant au sein de la CLECT de la CCB**

---

**Délibération n° 20170308-14 – CCB - Commission Intercommunale pour l'Accessibilité –  
Nomination d'un délégué**

Délibération

Considérant l'intégration de la Commune de Saint-Christoly de Blaye à la Communauté de Communes de Blaye (CCB), il convient de procéder à la désignation d'un représentant de la commune au sein de la Commission Intercommunale pour l'accessibilité par les communes à la CCB.

Cette Commission a pour mission :

- De dresser le constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant et des espaces publics,
- D'établir un rapport annuel présenté au Conseil Communautaire et transmis au Préfet et au Président du Conseil Départemental
- D'être consulté pour tout nouveau projet d'aménagement recevant du public (ERP, Espace public) réalisé par les Communes membres de la Communauté de Communes.

**Le Conseil Municipal,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2143-3 qui prévoit, pour les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) de plus de 5.000 habitants compétents en matière de transport ou d'aménagement de l'espace, la création d'une commission intercommunale pour l'accessibilité aux personnes handicapées.

Cette commission est présidée par le Président de l'EPCI et est composée :

- de représentants élus de l'EPCI
- de représentants des différentes associations de personnes handicapées
- de représentants d'usagers

Il est proposé au Conseil Municipal d'élire un représentant.

Sont candidats pour le poste de Délégué : Mme CHAMBOUNAUD et M. GRIMEE

Madame PICQ propose de continuer à voter à bulletin secret

Du vote ressort :

Vote blanc : 2  
Pour Madame CHAMBOUNAUD : 9 voix  
Pour Monsieur GRIMEE : 8 voix

**Madame Valérie CHAMBOUNAUD est élue déléguée au sein de la Commission Intercommunale pour l'accessibilité de la CCB**

---

**Délibération n° 20170308-15 – CCB – Opposition au transfert de la compétence « Plan Local d'Urbanisme » à la Communauté de Blaye**

Discussion :

Monsieur MACEIRA demande pourquoi on s'y oppose

Madame PICQ lui répond que la CCB n'est pas prête, de suite, à assumer cette compétence

Délibération

Considérant l'intégration de la Commune de Saint-Christoly de Blaye à la Communauté de Communes de Blaye (CCB), il convient de se positionner sur le transfert de notre compétence en matière d'Urbanisme à la Communauté de Communes de Blaye.

Vu l'article L.5214-16 du CGCT portant sur les compétences d'une Communauté de Communes ;

Vu l'article 136 de la loi ALUR du 24 mars 2016 et notamment son alinéa II portant transfert de la compétence « Plan Local d'Urbanisme » ;

Vu les statuts de la Communauté de Communes de Blaye

Considérant que le transfert automatique de cette compétence « Plan Local d'Urbanisme » au 27 mars 2017 n'a pas lieu si 25 % des communes membres représentant au moins 20 % de la population s'y opposent dans les trois mois précédents la date de ce transfert automatique ;

Madame le Maire après avoir rappelé ce considérant expose que la réorganisation administrative imposée par le Loi Notre n'est pas de nature à pouvoir rendre effectif ce transfert de compétence au 27 mars 2017. Il est nécessaire d'exercer dans un premier temps les seules compétences actuellement transférées. La Commune est informée que dans le cas où le transfert n'aurait pas lieu au 27 mars 2017, celui-ci serait effectif au 1<sup>er</sup> janvier 2021 sauf si les Communes s'y opposent de nouveau.

Madame le Maire propose donc aux membres du Conseil Municipal de s'opposer au transfert de compétence « Plan Local d'Urbanisme » à la date du 27 mars 2017.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye, à l'unanimité

▲ S'OPPOSE au transfert de la compétence « Plan Local d'Urbanisme » à la date du 27 mars 2017 à la Communauté de Communes de Blaye

▲ CHARGE Madame le Maire de s'assurer de la notification de cette opposition au Préfet et à la Communauté de Communes de Blaye

Votes Pour : 19 Contre : 00 Abstention : 00

## Questions Diverses

1 – Madame FIORAZZO demande pourquoi la feuille de présence et celle des questions diverses ne sont pas dans le dossier communiqué aux élus. Madame PICQ lui répond que ce n'est pas volontaire mais dû seulement au changement de secrétaire et que ce sera rétabli pour la prochaine séance.

### 2 – Superette VIVAL – Modification devanture

Fabrice CHICHE veut agrandir son magasin, consistant en une extension soit fermée, soit couverte. Nous pourrions lui vendre une partie du domaine public. Il est déjà propriétaire d'une partie devant son magasin. Il faudra notamment les avis du Département et des Bâtiments de France. Cela devra faire l'objet d'une délibération. Il faudra garder une largeur nécessaire pour circuler. Il veut changer d'enseigne et modifier l'intérieur et l'entrée aussi. Après consultation d'un géomètre, il s'avère qu'il est nécessaire dans un premier temps de recueillir l'avis du Conseil sur ce projet avant de poursuivre les démarches afin de ne pas risquer des dépenses inutiles.

Monsieur MOULIN confie qu'il ne faut pas s'opposer à tout ce qui peut valoriser la Commune

Monsieur BERLINGER indique qu'il faudra voir l'alignement avec le Département

Madame BELLUE renchérit en disant qu'il faut favoriser les commerçants

Le Conseil donne un avis favorable

3 – Nous avons été sollicités par « HELL DRIVERS'SHOW » pour pouvoir disposer d'un terrain pour un spectacle de « véhicules écraseurs ». Madame PICQ donne l'information à Monsieur MOULIN au cas où le comité des fêtes serait intéressé par cette prestation.

4 – Présence de véhicules épaves sur un terrain privé au carrefour de « Bellevue » et la route de « l'Aiguille ». Madame PICQ précise que, dès qu'elle a été informée, elle a demandé un rapport au policier municipal et a saisi aussitôt la gendarmerie. Le propriétaire nous a assuré que l'entreprise DECONS devait tout enlever vers le 15 mars 2017.

### 5 – Réunion DFCI/SDIS – incinération déchets verts

Du fait de l'interdiction du brûlage des déchets verts, tout le monde est embêté. Néanmoins le Sous-Préfet a rappelé l'obligation pour les Maires de faire respecter cette nouvelle règle et de ne plus délivrer d'autorisation. En dehors du risque d'incendie qui peut entraîner une peine de prison lorsqu'une incinération dégénère, il a été rappelé que le but de l'interdiction était de limiter la pollution.

Il a été suggéré l'achat d'un broyeur pour mise à disposition de la population. Nous resterons particulièrement vigilants sur ce qui est malgré tout brûlé : pas de plastiques ou autres déchets toxiques et sur les risques d'incendie notamment en période de sécheresse. Pour rappel, droit à 20 apports en déchetterie gratuits par an et ensuite ils seront payants.

Monsieur CADUSSEAU a entendu dire que les déchetteries n'accepteraient plus les déchets non broyés.

Madame PICQ confirme que ce qui a été dit lors de la réunion, c'est que le SMICVAL n'a pas vocation à débarrasser les gens de leurs branches.

### 6 – Cabinet VEDESI

Pour 2016, les dépenses de l'avocat missionné dans le cadre du départ de la LNG se sont montées à 1296€ pour la première analyse. Une première réunion s'est tenue le 15 février à la CDC LNG en présence de l'avocat qui a adressé un devis de 800€, et une nouvelle réunion s'est tenue ce jour à la CCB.

Monsieur MOULIN s'inquiète : « on s'arrête où ? L'avocat va nous coûter plus cher que l'audit ; quelle est le poids du transfert ? »

Madame PICQ lui répond que ce dossier requiert une compétence juridique et beaucoup de points restent à régler, notamment LNG a retiré son agent du site des Lacs, et a refusé sa



mutation vers la CCB, l'entretien du site n'est plus assuré ; par ailleurs, personne ne perçoit les loyers du restaurant pour le moment.

Monsieur MOULIN évoque la répartition « maison petite enfance » dont nous possédons une quote-part des murs, sa gestion ressort-elle de la CLECT ?

Madame PICQ le renseigne « non, ce point interviendra dans le transfert des charges ». L'avocat a soulevé cette question, et nous attendons dans un premier temps l'analyse de l'état pour savoir dans quel cas nous nous situons avant d'envisager toute négociation.

Monsieur MOULIN s'inquiète de savoir comment on fait pour demander les chapiteaux

Madame PICQ le rassure, cela va se faire, il faut juste du temps pour mettre tout en place, la demande n'est pas encore traitée

#### **7 – Syndicat du Moron (Madame BELLUE et Monsieur BERLINGER)**

Des problèmes ont été évoqués lors du dernier bureau de la CCB, Madame PICQ propose aux délégués de faire leur rapport.

Monsieur BERLINGER fait part d'un problème sur le budget fonctionnement du Syndicat, il manque 70000€ pour éponger la dette de 2016 et équilibrer 2017

Saint-Christoly est l'un des plus gros contributeurs : pour 2017 10900€ prévu auxquels devrait s'ajouter 50 %, ce qui ramènerait notre contribution à 16358€

Le syndicat compte 5/6 agents et un mi-temps secrétariat (3 ans) d'où de lourdes charges de personnel, et baisse des subventions de l'Agence de l'Eau

La Loi GEMAPI va obligatoirement remettre en cause l'existence du Syndicat pour 2018 qui serait remplacé ou devrait muter en syndicat mixte, d'autant que les Communes adhérentes ne font pas partie des mêmes CDC. Absorption par la CCB

Notre Commune a 15.7 km de cours d'eau

Dans le cadre du budget 2017, soit nous payons, soit l'Assemblée vote contre l'augmentation et nous risquons la mise sous tutelle.

Il est prévu des études pour enlever les sableurs – problèmes écologiques...

Il reste un problème à Chauvin, pont à refaire ? Madame PICQ rappelle qu'elle a saisi le Syndicat afin de remédier aux problèmes d'inondation dont se plaignent à juste titre les riverains. Elle rappelle que dans un deuxième temps, il faudra saisir le Département pour revoir le dimensionnement sous la Départementale 132 à Dubraud qui génère aussi des inondations récurrentes.

L'Assemblée se prononce contre l'augmentation

Pour le pont, il faut prévoir au moins 4 buses (8000€) et un engin spécifique ; Monsieur BERLINGER pense qu'il faut prévoir 30 000€

**8 – Monsieur MOULIN signale la présence de gros trous sur la chaussée devant chez lui, problème quand les véhicules font demi-tour.**

**9 – Monsieur MOULIN demande : « qu'en-est-il des bornes électriques ? »**

Madame PICQ lui répond que cela sera évoqué lors de la préparation du budget d'investissement 2017

**10 – Madame PICQ informe qu'un courrier recommandé a été adressé à l'architecte pour les problèmes techniques restant à résoudre au Centre de Soins**

**11 - Monsieur MACEIRA informe qu'à partir du vendredi 10 mars démarre pour un mois une exposition sur la zénitude et le bien-être à la Bibliothèque**

**12 – Madame PICQ indique à Madame BELLUE que pour la bibliothèque, il faut saisir la CCB pour bénéficier de la subvention (la même que LNG donnait pour l'achat du fond thématique), la question sera traitée à la réunion du bureau prévue le lundi 13 mars.**

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 00 heures 27 minutes.

La Secrétaire de séance,  
Mme Géraldine VIRUMBRALES

Le Maire,  
Mme Murielle PICQ

| Signatures des Elus Membres du Conseil Municipal       |                                  |
|--------------------------------------------------------|----------------------------------|
| Séance 2017_02 du 08 Mars 2017                         |                                  |
| <u>NOM Prénom et Qualité</u>                           | <u>Signature</u>                 |
| Mme <b>PICQ</b> Murielle, Maire                        |                                  |
| M. <b>DEBET</b> Daniel, Premier Adjoint                |                                  |
| Mme <b>BAUDE</b> Stéphanie, Second Adjoint             |                                  |
| M. <b>GRIMEE</b> Bernard, Troisième Adjoint            |                                  |
| Mme <b>BILLIER</b> Michèle, Quatrième Adjoint          |                                  |
| Mme <b>ANCELOT</b> Odette, Conseillère Municipale      |                                  |
| Mme <b>BELLUE</b> Marie-Claude, Conseillère Municipale |                                  |
| Mme <b>BERLEMONT</b> Valérie, Conseillère Municipale   | Absente (pouvoir Mme BELLUE)     |
| M. <b>BERLINGER</b> Thomas, Conseiller Municipal       |                                  |
| M. <b>BERNY</b> François, Conseiller Municipal         | Absent (pouvoir Mme VIRUMBRALES) |

|                                                          |                            |
|----------------------------------------------------------|----------------------------|
| M. <b>CADUSSEAU</b> Bruno, Conseiller Municipal          |                            |
| Mme <b>CHAMBOUNAUD</b> Valérie, Conseillère Municipale   |                            |
| Mme <b>FIORAZZO</b> Irène, Conseillère Municipale        |                            |
| M. <b>GOUDONNET</b> Eric, Conseiller Municipal           | Absent (pouvoir M. DEBET)  |
| M. <b>MACEIRA</b> Jean-Marie, Conseiller Municipal       |                            |
| M. <b>MOULIN</b> Emmanuel, Conseiller Municipal          |                            |
| M. <b>RAYMOND</b> David, Conseiller Municipal            | Absent (pouvoir M. MOULIN) |
| M. <b>VITRAS</b> Francis, Conseiller Municipal           |                            |
| Mme <b>VIRUMBRALES</b> Géraldine, Conseillère Municipale |                            |

